

Du pansomalisme au séparatisme

Extrémisme et violence en Somalie

Étudier le phénomène des violences contemporaines exige une approche qui permet le discernement des évolutions et transformations des formes des conflits. L'analyse de la bellicité en Somalie correspond donc à l'étude polémologique d'un « chaos géométrique » par rapport aux extrémismes qui émergent d'une mobilisation et d'une participation dans plusieurs espaces politiques et qui renvoient de fait à une multiplicité de loyautés : loyauté vis-à-vis de son pays, source de droit ; loyauté vis-à-vis de son clan ou sa tribu, source d'identité et d'émotion ; et loyauté vis-à-vis de sa religion. C'est de ce chaos qu'émerge la « communauté transnationale imaginée » (Kastoryano 2006, p. 542) comme « nation déterritorialisée » (*ibid.*). C'est une approche qui, dans l'analyse de la violence, met en évidence plusieurs registres, notamment « les morphologies sociales » (Baechler 2005), dont les variantes dépendent des situations particulières et s'appuient sur « la sociabilité » (qui assure la communication entre acteurs), « la socialité » (pour la cohésion et la cohérence entre les sociétés en leur imprimant des morphologies) et « la sodalité » (ou l'organisation des individus en groupes) (*id.*, p.202).

Cependant, il est impératif d'examiner les théories et pratiques de l'extrémisme pour comprendre les facteurs et la dynamique de la violence en Somalie.

Théories et pratiques de l'extrémisme : principes, logiques et stratégies

Les théories et pratiques de l'extrémisme en Somalie renvoient à l'étude de changement d'échelle, d'une extension des facteurs et de la multiplication d'interdépendances entre les acteurs. Il s'agit donc d'une analyse des lignes continues de la violence armée, surtout dans la mesure où les questions liées aux conflits ne peuvent plus être abordées uniquement selon les perspectives classiques, à savoir : le réalisme et le libéralisme.

Théâtre des conflits armés depuis 1990, la Somalie est parmi les pays où la violence armée est devenue une actualité brûlante. Aux conflits idéologiques des anciennes guerres fondées sur des doléances communistes-marxistes et impérialistes ont succédé des guerres de sécession, des

guerres claniques, des guerres de prédation et des « jacqueries » (Chaigneau 2002, p. 361), des « états de violence » (Gros 2006) qui « *transforment le rapport à la mort, (...) imposent toujours plus la logique d'une destruction unilatérale de civils démunis, brisant un rapport ancestral d'égalité et d'échange* » (id.). Ces « *transformations de la guerre* » (Joubert 2001) présentent un caractère « catastrophique » des conflits armés et un risque systémique dans la mesure où, non seulement il y a complémentarité et interdépendance entre facteurs pluriels, avec des régulations défaillantes et des réponses conduisant à accroître la crise à un niveau collectif, mais aussi parce que les phénomènes font tache d'huile à une échelle infranationale ou transfrontalière. Cette situation de violence généralisée révèle les lacunes des théories classiques qui, bien qu'elles aient contribué au progrès de la connaissance du politique en Afrique, ont échoué dans leur prétention d'élucidation du « chaos géométrique », comme celui de la Somalie. Ce faisant, il s'avère nécessaire de définir le cadre conceptuel et méthodologique de l'étude de l'extrémisme afin de saisir ses logiques, ses stratégies, son usage et ses représentations.

Aspect conceptuel et méthodologique de l'étude de l'extrémisme

La violence en Somalie renvoie, comme le précise Kenneth Waltz (1979, p. 40), à deux niveaux d'analyse : celui de la structure du système¹ et celui de l'interaction des acteurs et des unités en présence. Nous considérons ainsi que la violence en Somalie résulte de l'enchevêtrement de plusieurs facteurs ayant chacun sa propre temporalité et met en jeu une pluralité d'acteurs, d'alliances et de mobiles dont l'explication implique des approches pluridisciplinaires, notamment la polémologie et la « transitologie », c'est-à-dire les phases intermédiaires précédant l'installation définitive de la violence.

La lecture polémologique des événements sociopolitiques qui se sont succédés en Somalie montre que la violence résulterait de la construction socio-historique en interaction per-

manente avec le développement de l'extrémisme ethno-religieux comme dynamique transnationale globale qui ne saurait être interprétée en termes déterministes uniquement, mais également au regard des soubresauts politiques en Somalie et de l'évolution du système international. Dans son article « Security and emancipation », Ken Booth (1991) explique : « *les menaces quotidiennes qui pèsent sur la vie et le bien être de la plupart des peuples et des nations [...] ne proviennent guère des forces armées des États voisins, mais de la récession économique, de l'oppression politique, de la rareté des ressources, de la rivalité ethnique, de la destruction de la nature, du terrorisme, du crime et des maladies* ». Par conséquent, toute étude de la violence doit consister en l'analyse du processus par l'intermédiaire duquel un groupe sent son identité menacée et en l'étude des comportements concomitants.

La conceptualisation de l'extrémisme correspond donc à l'étude polémologique de la violence par rapport aux nationalismes qui émergent d'une mobilisation qui renvoie de fait à des références ethno-identitaires-religieuses. En Somalie comme partout ailleurs, la question identitaire et du territoire est très profonde. Elle est même au cœur de la bellicité. De ce fait, les différences identitaires ont une ampleur politique incontestable et un rôle capital dans les conflits politiques : les clans se subdivisent, se rassemblent, composent et créent des affinités, forment des alliances selon leurs histoires, leurs obédiences religieuses et, parfois même, leurs organisations politiques traditionnelles respectives, sans tenir compte des frontières qui les séparent, sous forme d'un « nationalisme transnational » ou d'un « nationalisme sans territoire ». Vient ensuite la stratification sociale avec une juxtaposition de clans à l'intérieur desquels on trouve une trame de sous-clans, tribus, sous-tribus, fractions, sous-fractions, etc. C'est une logique de fonctionnement où sont confrontées les relations de type horizontal et vertical, hiérarchisées différemment à chaque niveau ; ce labyrinthe de niveaux décisionnels gère et régule la vie de l'individu et celui-ci doit constamment s'y confor-

mer, juguler ses attentes au profit des exigences de la « communauté », qui correspond au schéma : individu – famille – communauté (fraction, clan, tribu), entité de souveraineté par excellence.

Même si notre lecture de l'histoire géo-démographique de la Somalie est faite à travers le prisme des clans et lignages, il faut reconnaître, tout de même, que matérialiser le « *puzzle clanique* » (Gascon 2003) des populations somaliennes n'est pas chose aisée. Mais ce n'est pas l'existence des structures claniques ou leurs différences de forme et d'organisation qui sont problématiques. C'est plutôt le passage d'une réalité clanique à un ensemble qui peut être appelé « le national ». Autrement dit, c'est la bifurcation d'une structure rigide (le nationalisme) vers un relâchement fonctionnel entre les liens au sein des membres du clan (solidarités claniques) qui est source des conflits.

Sur le plan théorique, nous considérons que la répartition des populations ainsi que leur position par rapport à la frontière étatique jouent un rôle capital. Non seulement les affinités identitaires créent des regroupements considérables, mais elles servent d'alibi pour le soutien aux luttes contre ou pour le pouvoir. C'est ce rapprochement ou cet antagonisme que l'on retrouve en Somalie. Ce qui confirme l'inquiétude de James Rosenau (1980) qui, réfutant la dimension téléologique du transnationalisme et s'interrogeant sur les chances de paix dans le monde post guerre froide, souligne les risques de troubles, de « turbulences » dues aux fluctuations chaotiques et imprévisibles, comme le terrorisme international qui, dans l'exemple concret de la Somalie, s'exprime sous forme de solidarités ethno-identitaires-religieuses et prend la forme d'une lutte, au-delà de laquelle l'identité dépasse l'appartenance territoriale. Soulignant les changements radicaux, les fluctuations et les variations inédites que subit la politique internationale contemporaine, James Rosenau nous offre les éléments de réponse. Il met en exergue la perturbation du monde et la volonté des individus de s'engager sur la scène politique locale, nationale et internationale, aussi bien

au sein des ONG que d'organisations de type identitaire, comme les diasporas, qui se proposent de prendre en charge les questions globales que doivent affronter les États. Non seulement les actions ne sont plus décidées par l'élite concentrée autour du pouvoir exécutif, mais encore l'impact de l'opinion des individus et l'intrusion des mouvements rebelles dans la vie publique nationale et internationale prennent de l'ampleur et déterminent le contexte des interactions des collectivités et des individus. De cette situation, il résulte la régression de la loyauté envers les États, le manque de confiance aux gouvernements pour porter les revendications des peuples et, *a fortiori*, se multiplient les « sphères d'autorité » (Rosenau 2003) et de « formes de constitutions politiques » (Ferguson 1996) autres qu'étatiques. En effet, à partir du moment où une population ne reconnaît pas être représentée par le pouvoir central, des oppositions naissent, souvent avec une extrême violence, mobilisant les valeurs culturelles et culturelles, les usages, les représentations et les symboles identitaires (ethniques ou religieux), au-delà même des frontières nationales.

C'est à partir des solidarités ethno-identitaires-religieuses transfrontalières que se nouent des alliances transnationales qui donnent naissance à une force nouvelle de combat politique pour la conquête et/ou la conservation du pouvoir. Comme on peut le constater, les conséquences en sont que la Somalie est scindée en deux parties dont l'une est légale, contrôlée par le Gouvernement Fédéral de Transition (GFT) et l'autre, aux mains des néo-islamistes *Al-Chabab* et *Hizbul Islam*, échappe à tout contrôle gouvernemental, entraînant la porosité des frontières et, ainsi, l'affaiblissement de l'État dont profitent les mafias, les réseaux illicites et le terrorisme international qui prennent pied sur les territoires contrôlés par les mouvements rebelles et ceux gérés par les seigneurs de guerre. James Rosenau explique cette situation par la théorie de « *fragmégration* »², définie par Dario Battistella comme théorie de « *double mouvement d'intégration et de fragmentation, de globalisation et de loca-*

lisation » (Battistella 2006, p. 213-214), un « *jeu triangulaire* » (Badie 1997) qui implique trois acteurs :

– l'État-nation, suscitant une allégeance citoyenne et offrant une représentation politique,

– les entrepreneurs transnationaux dont la représentation est fonctionnelle et envers lesquels l'allégeance est utilitaire et transcende les frontières étatiques,

– les entrepreneurs identitaires réclamant une allégeance primordiale sur laquelle repose toutes les théories extrémistes.

Dans le contexte actuel de « *monde sans souveraineté* » (Badie 1999), c'est ce « *jeu triangulaire* » – c'est-à-dire les relations d'allégeances ou de rivalités entre l'État, les acteurs transnationaux et les communautés identitaires – qui explique la violence. En effet, si les États instrumentalisent l'identitaire, force est de constater qu'à leur tour les entrepreneurs identitaires jouent la carte de la mobilisation transnationale en recourant à la solidarité ethno-identitaire-religieuse ou aux réseaux diasporiques. En effet, notre postulat est que l'extrémisme n'existe comme tel que par sa construction sociale et par la mise en place d'un travail de représentation d'un groupe. Comme toute dynamique humaine, cette construction n'est pas sans conséquences politiques : elle lie les paramètres macro (structurel), micro (individuel) et macro-micro (relationnel) de l'environnement social, politique, économique et culturel et obéit à un certain nombre de conditions regroupées en deux causes : les causes immédiates (les modifications structurelles et sociopolitiques) et les causes profondes (économie micro et macro) et deux facteurs : les facteurs d'appoint (information, transport, communication) et les facteurs accélérateurs (crises, guerres, catastrophes dites naturelles). De ce point de vue, on peut donc affirmer que l'extrémisme est une construction idéologique qui se réalise, notamment, au travers des transferts économiques, sociopolitiques et culturels ; c'est-à-dire la circulation d'un pays à l'autre des idées, informations, comportements et autres éléments du capital

social selon des logiques et stratégies bien définies.

Logiques, stratégies, usages et représentations de l'extrémisme

Les logiques, stratégies, usages et représentations de l'extrémisme sont analysés à travers les menaces extérieures et les conflits internes, sachant que la mobilisation extrémiste est une action de la sociologie politique qui repose sur l'instrumentalisation identitaire (ethnique, clanique ou religieuse). L'orientation de l'extrémisme dépend de la volonté d'un individu ou d'un groupe d'individus qui exercent l'autorité du pouvoir psycho-organisationnel, en fonction de différents impondérables et stratégies. Et ce, d'autant plus que le passage d'une forme de mobilisation à une autre résulte d'évolutions et de redéploiements complexes qui, surtout dans le contexte somalien, entraînent des logiques ou principes différents et n'impliquent pas les mêmes stratégies. C'est ainsi que sont multipliés, à diverses échelles et avec des arguments variés, différents mouvements mobilisant des rhétoriques qui n'ont en commun que la consécration de l'extrémisme ethno-identitaire-religieux qui se construit dans le cadre d'une globalisation des revendications particulières, durcisent les traits de l'« Autre », cet « étranger », cet « ennemi » qu'il faut haïr et combattre. En effet, on peut augurer que l'extrémisme se développe à partir de la conception développée par rapport à l'« Autre », l'« étranger ». Très souvent, celui-ci est confondu avec l'« infidèle », le « barbare » ou l'« hérétique » qui, dans une société caractérisée par la confusion des pouvoirs spirituels, temporels et spatiaux, incarne le refus ou la déviance par rapport à la norme religieuse commune et qui, à défaut de se rallier par la conversion, se trouve constamment exposé à l'expulsion ou à la mort. Même si, dans les périodes plus ou moins longues de paix et d'entente entre les populations, une cohabitation peut être possible entre les groupes aux statuts et aux positions sociales distincts, force est de constater que, dans la plupart des cas, elle se termine par de violents

rejets, des discriminations, conflits, expulsions et massacres. Tout est donc affaire de déphasage chronologique entre conscience identitaire, évolution structurelle et trajectoire sociopolitique. Cependant, nous n'avons pas de connaissances précises quant au niveau d'intensité de l'activité extrémiste. D'où la difficulté de démontrer comment évoluent les mouvements extrémistes. Il y a donc nécessité d'approfondir les logiques et stratégies de l'extrémiste, notamment la logique de domination et de cohésion, pour comprendre comment sont récupérés et recyclés les principes de mobilisation ethno-identitaire-religieux et nationaliste pour attirer et gérer les identités ou les classes sociales moins élevées.

En effet, l'examen de l'extrémisme en termes de stratégie renvoie à l'analyse envisagée sous la dyade «stratégies d'acteur» et «principe de domination ou de cohésion». Considéré comme stratégie, l'extrémisme ne prend une réelle importance que lorsqu'il attire le «*soutien de masse*» (Hobsbawm 1971). Pour autant, l'extrémisme n'est pas une idéologie élaborée par les masses elles-mêmes. C'est une construction élaborée par les catégories sociales les plus élevées, un travail de propagande, de mobilisation et transformation des éléments identitaires auquel se livre l'élite à partir des «ressentis» de la population. Les classes populaires se mobilisent sur des bases de l'économie moderne et dans les conditions exceptionnelles qui permettent la structuration de mouvements de masse (famines, défaillance de l'État, crises socio-économiques et financières, discriminations, mauvaise gouvernance...). Ce sont ces bases et ces conditions qui poussent à la rébellion quasi épidermique qu'une élite vient, ensuite, exploiter, achevant cette situation vers sa plateforme extrémiste avec comme vecteur des symboles ethno-religieux.

En conclusion, tant pour un objectif de cohésion que de domination, les mobilisations extrémistes constituent le moyen de légitimation des différentes revendications politiques. Elles permettent de s'affirmer aux dépens des autres groupes, de se positionner face à l'autorité étatique, de réclamer

un réaménagement institutionnel ou politique et de justifier un pouvoir ou une situation économique acquis. C'est également le fait de groupes désignés qui s'estiment défavorisés politiquement et entendent remédier à la situation. Cela étant, aussi bien élaborées soient-elles, les stratégies de l'extrémisme révèlent des contradictions: les populations qu'il prétend rassembler sous une même idéologie sont souvent divisées dans les faits. Les facteurs et la dynamique de la violence en Somalie, une société aux structures lignagères rigides mais segmentée, sont très éloquentes pour illustrer la récurrence du problème.

Facteurs et dynamique de la violence en Somalie

Par-delà les vicissitudes et les schémas chaotiques, il faut reconnaître que les Somali offrent tout de même une dynamique de survie et une capacité d'adaptation à la faillite de l'État. Dans son article «La recomposition de la nation somalienne», Gérard Prunier (2000) souligne la tentative de regroupement des clans, les processus de pacification et de réconciliation en Somalie selon les affinités culturelles, d'alliance, de liens de sang et de voisinage. Cette dynamique et cette capacité prennent source dans le pansomalisme qui se traduit par la volonté et la conviction paradoxale qui portent de nombreux Somali à lutter contre les frontières coloniales héritées du XIX^e siècle et pour la création d'un «État somali moderne». D'où l'importance de l'analyse de l'évolution sociopolitique de l'état de violence.

Survie et adaptation à la faillite de l'État

Nous insistons sur le fait que le véritable problème qui résulte de la situation de «chaos géométrique» qui règne en Somalie est sans conteste la faillite de l'État somalien, autrement dit le vide du pouvoir qui s'est installé après la fuite de Siad Barré. Des conflits violents pour arriver à la tête de l'État sont apparus et perdurent depuis 1991, car les forces de l'opposi-

tion, qui s'étaient alliées pour chasser le dictateur, n'ont pas su se partager le pouvoir.

Déchirée entre nationalisme, solidarités claniques et allégeances politiques, la Somalie est confrontée à une opposition multiforme, interne et externe. Dans un pays où la famine règne sans partage, cette opposition ne peut que trouver un écho parmi la population. Même si la bellicité en Somalie s'enracine dans le passé sociopolitique, force est de constater que c'est dès la fin de la bipolarité que ce pays, comme l'ex-Yougoslavie, l'Afghanistan, le Libéria, le Rwanda, a connu le tourbillon de la violence, et est devenu le théâtre d'un conflit armé irrationnel qui a conduit aux dérives terroristes des appareils coercitifs classiques de l'État et affecté la sécurité internationale. Les actes de terrorisme qui se développent dans ce pays, menés par le groupe islamiste *Al-Chabab* (considéré comme une branche d'Al-Qaïda) et l'opposition entre les deux branches islamistes – *Hizbula Islami* et *Al Chabab* – expliquent la récurrence du problème. Fortes des actions qu'elles mènent sur le terrain grâce aux armes fournies par la Libye et au soutien de l'Erythrée, ces mouvements islamistes menacent de plus en plus le «régime pro-américain», et sèment la terreur et l'anxiété.

Nous expliquons cette situation par la fragmentation de la nation en multiples identités claniques, la désintégration clientéliste des classes sociales en groupes d'intérêts, la dilution de la souveraineté territoriale à travers les chemins de l'exode, la transhumance d'un peuple nomade reconverti en «diaspora mondialisée» (Besteman 1999, p. 235), l'effondrement de l'État somalien qui a suivi la chute du régime dictatorial de Siad Barré en 1991³ et le développement de l'intégrisme religieux dû au caractère transnational d'Al-Qaeda et l'émergence des groupes extrémistes d'*Al-Chabab* et *Hizbula Islami*.

Pour les théoriciens de «la fin de l'histoire» (Fukuyama 1989) et de la «fin des idéologies» (Bell 1997), avec la chute du mur de Berlin et la dislocation de l'ex-URSS, les relations internationales semblaient avoir livré tous leurs secrets. Mais force est de

constater que, malgré sa pertinence et sa clarté, ce postulat n'a pas débouché sur un monde apaisé. Tant par le passé qu'aujourd'hui encore, les peuples, les nations, les États jugent toujours avantageux de recourir à la guerre plutôt qu'aux relations marchandes. En effet, plutôt que de parler de la fin de l'histoire, il serait souhaitable de parler de l'évolution, de la transformation, du prolongement, de la mutation, de la transfiguration des conflits. Ce qui conduit à valider la thèse de *Nouvelles guerres* ou *guerres de 4^e génération* soutenue par Mary Kaldor (1998). Ainsi, s'appuyant sur l'exemple concret de l'état de violence en Somalie, on peut augurer que les guerres postmodernes sont des guerres qui mobilisent des populations en un antagonisme qui gagne tous les domaines (politique, économique, social, culturel) et dont l'objectif est le système mental et organisationnel de l'adversaire. Comme l'écrit Mary Kaldor, ces guerres ont des précédents historiques et comportent des interactions entre les acteurs étatiques et les acteurs transnationaux ou infranationaux, susceptibles de changer au fil du temps, sans que la violence ne cesse pour autant. Du *polemos* à la bellicité, on assiste aujourd'hui à la régionalisation de la bellicité et à la reconfiguration d'alliances.

Concernant le cas concret de la Somalie, il est à souligner que l'histoire politique de ce pays est caractérisée par des guerres de conquête du pouvoir entre différents groupes claniques, des guerres qui reposent sur les ambitions rivales des personnes (seigneurs de guerre) ou des « communautés » (tribales, claniques ou religieuses); des conflits aux formes de ce que Hubert Deschamps appelle « *anarchies équilibrées* » (Deschamps 1978), où l'on « observe une pluralité des registres, des normes, des règles et des symboles. [Où] Il y a perméabilité, métissage et hybridation des référents » (Hugon 2009, p. 15).

Au fond, la situation en Somalie n'est pas une situation de guerre, mais de conflit, de la bellicité, un chaos géométrique. La nuance est d'une importance capitale, parce qu'elle souligne la dimension sociologique de la conflictualité telle que mise en lumière par

Georg Simmel (1908) et repris par Julien Freund (1983)⁴. En substance, le paradigme bellicité prend sens en Somalie, parce que les violences qui y sévissent actuellement ont des précédents socio-historiques et jouent des fonctions bien déterminées: elles sont constituées d'éléments anciens, voire archaïques, comme le fanatisme ethno-identitaire (le tribalisme, le clanisme), et d'éléments nouveaux à l'exemple de la mondialisation ou du transnationalisme (l'islamisme, le terrorisme...). C'est dans ce contexte que, d'une part, sont nés les différents mouvements rebelles et que s'est développé l'extrémisme religieux, piloté notamment par l'Union des Tribunaux Islamiques (UTI) et sa jeune branche *Al-Chabab*, en lutte contre le Gouvernement Fédéral de Transition (GFT). D'autre part, la mondialisation et le transnationalisme ont accéléré l'affaiblissement de la souveraineté de la Somalie: les néo-islamistes d'*Al-Chabab* et d'*Hizbul Islam* alimentent le « chaos géométrique » par des assassinats ciblés, enlèvements, attentats suicides, prises d'otage, et par l'exploitation des ressources maritimes, notamment halieutiques. C'est dans cette imbrication complexe entre les facteurs économiques et ethno-identitaires-religieux que la bellicité en Somalie prend ses racines et se prolonge dans le temps et dans l'espace. Mais c'est précisément après les attentats du 11 septembre 2001 que la Somalie a connu un regain de violence. La guerre, qui, au départ, était une lutte pour le pouvoir, des querelles de légitimité, s'est transformée, au fil des ans, en guerre de religion quand bien même la justification religieuse serait à relativiser.

En effet, la violence en Somalie n'est autre qu'un affrontement d'intérêts « politico-géo-économiques » artificiellement gonflés par l'islamisme. L'extrémisme religieux n'est donc qu'un moyen de manipulation psychologique des populations pour justifier le caractère saint d'une guerre de conquête de pouvoir, les querelles de légitimité entre les différentes factions rebelles. Comme exemple type d'un pays en déliquescence, la Somalie est un cas intéressant: tensions, alliances, influences, liens informels, liens

rompus, etc. Depuis le morcellement politique qui a conduit à son éclatement, la Somalie n'a plus de représentant officiel et est exclue de toutes les instances internationales. Désormais, le pays est aux prises avec des rivalités claniques, il est littéralement tombé dans un état de défaillance avancée, le *Somaliland* et le *Puntland* formant des États non reconnus par la communauté internationale, sauf par l'Éthiopie, qui les soutient. Alors que le *Somaliland* veut devenir indépendant, le *Puntland* cherche plutôt à devenir un État au sein d'une république fédérale de la Somalie unie. La communauté internationale tente encore de recoller les morceaux d'une Somalie disloquée pour reconstituer, à partir de l'ancienne capitale, Mogadiscio, un État unitaire qui n'existe plus *de facto*. Quoi qu'il en soit, le pays demeure sans gouvernement réel depuis 1991 et plusieurs régions sont *de facto* indépendantes, pendant que des islamistes radicaux tentent d'imposer leur pouvoir dans le Sud et alimentent les conflits au Yémen, en Éthiopie et en Érythrée.

Par ailleurs, une milice somalienne appelée Alliance pour la Restauration de la Paix et Contre le Terrorisme (ARPCT) a été créée en 2006 contre l'Union des tribunaux islamiques. Soutenue par l'Éthiopie et les Émirats Arabes Unis⁵, cette alliance a été créée pour contrer la montée de l'islamisme radical et pallier l'incapacité avérée du GNT mis en place en avril 2000, lors de la conférence de paix pour la Somalie qui s'est tenue à Djibouti, de lutter contre le terrorisme. Les islamistes ont donc profité de l'affaiblissement général du pays, dû à la guerre civile et à la faillite de l'État qui s'en est suivie. L'Union des tribunaux islamiques (UTI) revendique la restauration de la Grande Somalie, avec notamment la récupération de l'Ogaden. Pourtant, comme évoqué précédemment, la Somalie est, depuis les temps du Général Mohamed Siad Barré, marquée par de profonds clivages claniques, même si l'élite somalienne ne cesse de cultiver le pansomalisme et considère que c'est sa mission d'unir tous les peuples parlant somali, depuis la région de l'Ogaden en Éthiopie, en passant par les Issas à Djibouti et les Somalis qui

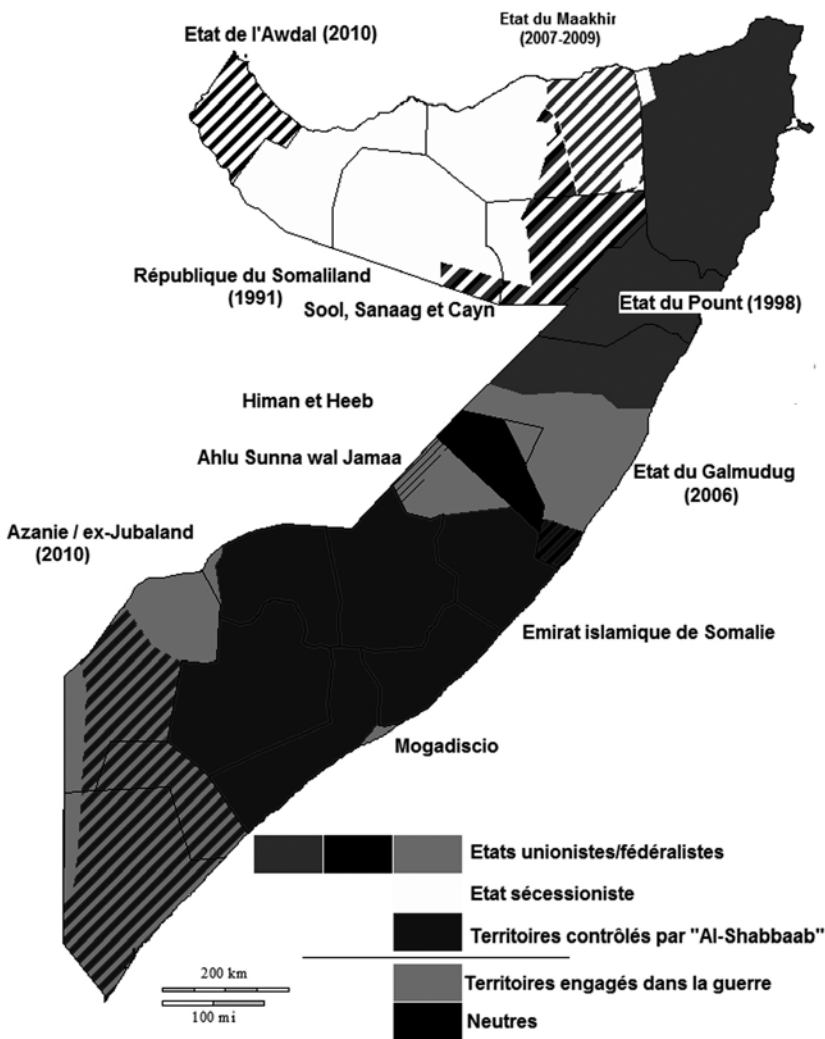
habitent le nord du Kenya, jusqu'au Northern Frontier District. La population somalienne étant musulmane, l'UTI a instauré la Charia en réponse à l'anarchie que faisaient régner les militaires depuis 1991, s'est occupée de l'éducation de la population et a pris des mesures de sécurité sociale. Appréciée au départ pour sa capacité d'organisation et pour la sécurité qu'elle apportait au pays, l'UTI s'est radicalisée au fil du temps et est passée à la répression. D'où la révolte de la population. Au pouvoir à Mogadiscio début juin 2006, la gouvernance de l'UTI fut de très courte durée. Aujourd'hui les islamistes semblent divisés. L'influence d'Al-Qaeda sur les groupes islamistes principaux semble ne plus avoir la même force qu'au début, à cause des rivalités et contradictions entre le groupe *Al-Chabab* et le *Hizbul islam* (le Parti de l'Islam). Cependant, leur action sur le GFT⁶ constitue une véritable menace pour la paix et la sécurité internationales. À la multiplication des attaques pirates, à l'absence de pouvoir central et à la complicité des autorités locales, s'ajoutent les divisions au sein du GFT et l'arrivée, depuis 2008, de combattants venus d'autres pays et d'autres fronts, notamment d'Irak, du Yémen ou d'Afghanistan, pour renforcer les rangs des insurgés du *Harakat Al-Chabab Mujahideen* (Mouvement des combattants sacrés de la jeunesse). En face, il y a un GFT qui, malgré l'aide financière et militaire qu'il reçoit de Washington et de Paris, n'est pas à même de mettre fin à l'insurrection. On peut même affirmer que cette présence occidentale renforce la campagne extrémiste des fondamentalistes religieux: elle offre un alibi aux groupes terroristes qui avaient réussi à fédérer les différents clans et milices contre l'invasion éthiopienne au sud de la Somalie en 2006. Pire encore, bien qu'il soit stratégique, entre autres pour contrer la montée de l'islamisme due à la vacance de pouvoir, et pour protéger ainsi son territoire, le soutien que l'Éthiopie, appuyée par la communauté internationale et les grandes puissances occidentales qui craignent que la Somalie puisse devenir une pépinière pour le Djihad global et un repaire pour des

éléments fondamentalistes d'Al-Qaeda, apporte aux seigneurs de guerre de l'ARPCT, ainsi que son ralliement au GFT n'est pas pour rétablir l'ordre en Somalie. Le meurtre de civils somalis par les bombardements, les attaques aériennes et par missiles contre les sites en Somalie soupçonnés d'appartenir à Al-Qaeda ne fait que contribuer à pousser les populations plus loin dans le désespoir et dans l'extrémisme religieux développé et entretenu par les mouvements islamistes. C'est ainsi qu'*Al-Chabab* salue l'escalade et la régionalisation de la violence dans l'espoir de renforcer le soutien interne. Aussi faut-il souligner que se reposer

sur l'Éthiopie, l'Ouganda et le Burundi pour le maintien de la paix en Somalie est en soi une contradiction dans les termes. Non seulement cet appui mine les modérés, mais encore il fait le jeu des extrémistes religieux et exacerbe ainsi la violence.

Les conditions historiques de l'état de violence

Aussi paradoxale que puisse être la situation, il faut admettre que, désorganisés, sans structure étatique ni limites territoriales fixes, les Somalis, malgré leur unité ethnolinguistique et géographique indéniable, sont sortis perdants



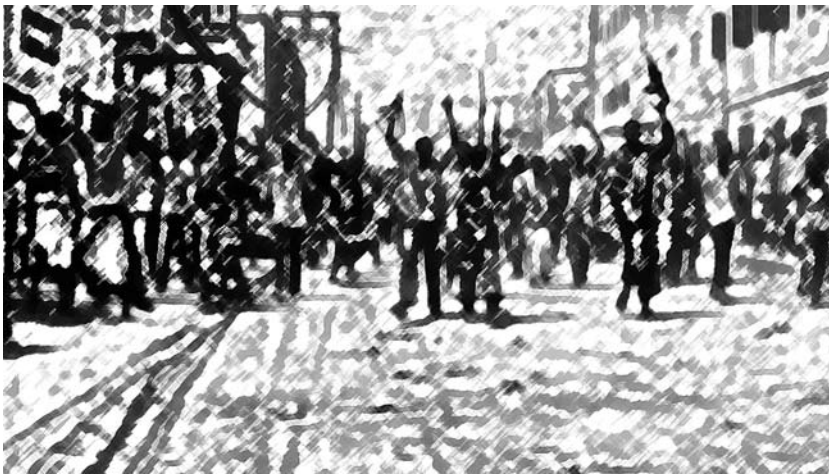
du partage stratégique de la Corne de l'Afrique par la colonisation. Ainsi, n'ayant pas digéré que Jubaland et Hargeisa passent dans l'Ogaden éthiopien, la République de Somalie réclame dès son indépendance l'auto-détermination pour l'Ogaden. Plus que les territoires somalis du Kenya ou le Territoire Français des Afars et des Issas (TFAI), l'Ogaden est considéré par les Somalis comme une région adjacente à l'État somalien. Cette région a une grande importance dans l'espace économique des nomades somalis. D'ailleurs, elle tire son nom d'un des nombreux clans somalis. Depuis l'offensive diplomatique auprès de la toute nouvelle Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1963, suivie d'une défaite militaire en Ogaden infligée par les troupes éthiopiennes en 1964, il a toujours été question du caractère artificiel des frontières imposées par les puissances coloniales et du cas de la Somalie dont le propre peuple se trouve divisé par les frontières sur toute la longueur. C'est ce que dénonçait le Président somalien de l'époque, Aden Abdullah Osmane, dans son discours officiel à la Conférence de l'OUA en mai 1963. Selon celui-ci, la Somalie est une nation littéralement démembrée, pour son malheur, par les rivalités coloniales. De ce fait, le peuple somali doit être réuni au sein d'un même territoire. Mais cette position s'est heurtée non seulement à la réplique kényane qui demandait aux Somalis qui ne veulent pas s'intégrer au Kenya

de traverser librement la frontière pour se rendre en République de Somalie, mais encore au refus de la conférence des Chefs d'État africains de remettre en cause les « frontières-issues-de-la-colonisation », principe consacré au Sommet du Caire (17-21 juillet 1964), sous l'initiative d'Hailé Sélassié, qui songeait sans doute à ses propres provinces périphériques. En revanche, l'OUA invite la Somalie à renoncer à sa politique irrédentiste. D'où le conflit entre l'OUA et le mouvement pansomali qui exprime son désaccord et, en conséquence, aucun État membre ne soutient la position somalienne qui reste diplomatiquement isolée. De leur côté, le Kenya et l'Éthiopie en profitent pour signer un accord de coopération et de défense mutuelle contre la Somalie. Concomitamment, la France renforce ses effectifs militaires à Djibouti. Seules l'URSS et la Chine soutiennent militairement la Somalie. En effet, pour confirmer sa politique pansomaliste, le régime essaie d'abord de consolider sa politique intérieure, de mobiliser la population et d'aplanir une vie politique animée par les contradictions qui opposent les différents groupes de la classe dirigeante, certains clans faisant figure d'intouchables dans le système social somalien. La question qui se pose alors est de savoir comment formuler une mémoire collective, susciter une nouvelle conscience nationale détachée des liens de parenté traditionnelle locale et des querelles de clans et de lignages, dans une société

qui, bien qu'elle ignore le problème des minorités ethniques, est rongée par des distinctions claniques.

Notre analyse est que c'est le pansomalisme – c'est-à-dire la volonté politique de réunir toutes les populations somalies dans un même territoire – qui est le principal ennemi de la Somalie. Comme dans tout processus de mobilisation nationaliste, des campagnes nationales de cristallisation et d'exaltation de la culture somalienne ont été lancées, portant sur la mise en valeur de la langue somali, langue commune de tous les Somali, et le respect de l'enseignement et de la pratique de l'Islam. Elles insistent sur la formation d'une conscience civique et d'un sens collectif de la responsabilité, mêlant marxisme et islamisme, avec comme recettes la croyance en la terre somalienne, à ses vieilles traditions et à la foi religieuse. C'est le début de l'extrémisme et du fondamentalisme religieux qui vont conduire à l'intolérance et à l'état de violence. Cette évolution, par ailleurs, a intéressé les populations musulmanes d'Éthiopie qui, logiquement, se sont tournées vers la Somalie, l'État le plus favorable à leur projet. C'est ainsi que naquirent le Front de Libération de la Somalie Occidentale (FLSO, qui se bat de longue date), le Front de Libération des Somali Abo (FLSA, créé en 1977, qui opère à Sidamo et à Bale), le Front de Libération Afar (FLA, dirigé par Ali Mirah et qui opère à partir de Djibouti et de la Somalie) ou le Front de Libération de la Côte des Somali (FLCS), parfois avec comme allié le Front de libération Oromo (FLO). Mais c'est la chute du Président-Général Mohamed Siad Barré qui a été le début de la fin d'un État somalien fonctionnel. Des seigneurs de la guerre issus des clans ont remplacé la dictature du Président-Général qui, de 1969 à 1991, a conduit son pays vers une désintégration totale, une situation catastrophique que la guerre civile et les interventions maladroites des Émirats et des Nations Unies n'ont fait qu'empirer.

La traduction politique de cette situation se manifeste au niveau des mouvements politiques claniques, notamment le Mouvement National Somalien (SNM), le Front Démocra-



tique du Salut Somalien (SSDF), le Congrès de la Somalie Unie/Faction Mohamed Farah Aïdid (USC/Aïdid), l'USC/Mahdi, l'USC/Ato et le Mouvement Patriotique Somalien/Faction Morgan (SPM/Morgan) auxquels fait face le régime somalien, accusé d'être aux mains des sudistes, et notamment le clan Darod. L'opposition au gouvernement Siad Barré s'appuie sur la dissidence des Mijerteins, un clan nord-somalien, et cherche à s'élargir aux Isak. Une partie de l'opposition parvient même à établir ses quartiers en Éthiopie et fonde, en octobre 1981, le FDSS. Appuyé par Addis-Abeba, ce mouvement mène des actions dans le centre de la Somalie à partir des basses terres d'Ogaden. Il menace de couper le pays en deux et cherche en vain à faire tomber le régime Siad Barré qui se fait élire triomphalement à la tête du parti unique, le Parti Socialiste Révolutionnaire Somalien (PSRS), en tant que premier secrétaire en 1982, fonction qu'il cumule ensuite, en 1986, avec celle de Président de la République.

Malgré la réélection du général Barré en 1986, l'opposition, notamment le SNM qui opère principalement dans l'ancien *Somaliland* britannique, n'a pas désarmé. Le SNM conquiert ainsi certaines parties du nord de la Somalie, s'attirant de féroces représailles du pouvoir en place qui détruit pratiquement la ville de Hargeisa. De nouveaux mouvements d'opposition (chacun tirant son soutien d'un clan différent) émergent également à la fin des années quatre-vingt. La guerre civile s'intensifie et Barré s'enfuit de la capitale en janvier 1991. C'est dans le chaos social qui s'en suit qu'Ali Mahdi Mohamed Farah Aïdid, également membre du CSU, prend le pouvoir. Pendant les deux ans de son règne, de violents combats ont lieu, menés de façon continue entre les factions rivales (de novembre 1991 à mars 1992). À cela s'ajoutent la famine due à la coupure des lignes d'approvisionnement et la décision du président américain George H.W. Bush (en décembre 1992) d'envoyer, dans le cadre de l'opération *Restore Hope*, des troupes américaines, des marines, relayés ensuite par une force internationale de maintien de la paix des Nations Unies (ONUSOM).

Qu'ils soient internes ou interétatiques, les conflits armés somaliens s'enracinent dans les luttes pour le pouvoir et les querelles de légitimité. Ils ont commencé, avec la lutte pour l'indépendance, par des mouvements de libération et continuent, actuellement, avec l'islamisme fondamental et radical. Mais leur cause principale réside dans les rapports disproportionnés entre l'État et la volonté de domination de clans avides et ambitieux. En effet, les facteurs nationaux de la violence sont à lire dans le déséquilibre sociopolitique caractérisant la Somalie. Celui-ci se traduit par les manifestations bellicistes dues au développement de l'islamisme extrémiste, qui s'applique à l'impulsion belliciste comme « prédisposition incitatrice » et dont, comme l'écrivent Elise Feron et Michel Hastings, « la caractéristique principale est que les acteurs se définissent comme membres d'une communauté spécifique et perçoivent les situations auxquelles ils sont confrontés au travers de ce prisme » (Feron & Hastings 2002, p. 12). C'est dans cette optique que tout ce qui touche au symbolique (religion, clan, etc.) devient facteur de conflit.

Au vu de ce qui précède, notre conclusion est que l'identité, de manière anthropologique, ouvre l'intelligence du politique aux dispositifs qui structurent les répertoires de sens à partir desquels les individus et sociétés réfèrent l'ensemble de leurs activités sociales. En Somalie, les facteurs identitaires se traduisent par l'aspect existentiel, c'est-à-dire par le fait que les parties en conflits estiment leur dignité, leur vie en tant que peuple, leur survie matérielle, culturelle, culturelle et psychologique menacées. Les conflits qui en sont la conséquence consistent en la défense de la spécificité qui unit les membres du groupe. Cette assertion est soutenue par François Thual dans sa définition des conflits identitaires : « Des conflits qui touchent au fondement des sociétés, là où l'imaginaire collectif et celui de chacun des membres de la société se retrouvent de façon fusionnelle. (...) Ce sont des conflits où s'affrontent les narcissismes collectifs en ce sens qu'ils touchent à la fois, comme on vient de dire, à

l'individu et au groupe auquel l'individu appartient et par lequel il existe » (Thual 1995, p. 4). C'est pourquoi nous estimons que l'analyse de l'état de violence en Somalie ne doit pas ignorer l'imaginaire collectif des Somalis en tant que peuple ; c'est-à-dire « la capacité de faire tenir ensemble à partir d'une nécessaire faire-croire » (Feron & Hastings 2002, p. 17). C'est cet imaginaire qui conduit à l'extrémisme, au séparatisme, à l'irrédentisme, au panisme, au terrorisme transnational, etc.

Certes, les conflits armés somaliens sont souvent présentés comme des luttes tribales et/ou claniques, des guerres entre les clans qui dominent la vie religieuse, sociopolitique et économique et les autres qui en sont exclus. Cependant, bien qu'il puisse exister une dominante qui permet de les qualifier de religieux, la situation réelle en Somalie est une symbiose de deux facteurs – nationaux et transnationaux – qui recommandent des solutions sociopolitiques et se rapportent aux phénomènes liés à la faillite de l'État. D'abord, c'est parce que les gouvernements successifs somaliens ont échoué dans leur projet d'intégration politique, que sont apparus des groupes violents contestant la légitimité des gouvernements en place, des régimes établis et des frontières politiques. L'émergence des mouvements ethnonationalistes-religieux qui constituent aujourd'hui une forme de contestation des structures étatiques existantes est une conséquence directe de cet échec. Toutefois, ces contestations sont mises au service d'ambitions personnelles et de projets politiques, claniques ou spirituels très disparates. Les conflits qui en résultent entretiennent des guerres, des violences qui, parfois, sont transnationales, et les crises de sécurité qui en découlent se rapportent souvent aux questions qui intéressent la sociologie politique, notamment la polémologie.

Nous référant à la définition par Mwayila Tshiyembe (2001) qui considère le conflit comme « une violence globale générée par la faillite ou la déliquescence des règles et structures de l'État », nous concluons que les violences en Somalie traduisent, paradoxalement, l'importance de la conquête

ou de la contestation du pouvoir d'État qui proviennent de la difficile articulation entre l'organisation politique et la configuration sociale de la société somalienne, des conflits exacerbés par l'intégrisme religieux et la propagande, qui intègrent les phénomènes n'entrant pas dans le système interétatique mais influant sur lui et qui sont, en même temps, influencés par lui: les phénomènes transnationaux.

Bibliographie

- Badie Bertrand (1999), *Un monde sans souveraineté*, Paris, Fayard.
- Badie Bertrand (1997), « Le jeu triangulaire », dans BIRNBAUM Pierre (dir.), *Sociologie des nationalismes*, Paris, PUF, p. 447-462.
- Baechler Jean (2005), *Les morphologies sociales*, Paris, PUF.
- Battistella Dario (2006), *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Science Po.
- Bell Daniel (1997), *La fin des idéologies*, traduit de l'américain par Emanuelle Bâillon, préface de Raymond Boudon, Paris, PUF.
- Benbassa Esther (2003), « Nationalisme diasporique et repli communautaire », *Libération*, 19/05/2003. Document en ligne: http://www.estherbenbassa.net/ATB_EB_presse2003.php
- Besteman Catherine (1999), *Unraveling Somalia. Race, Violence and the Legacy of Slavery*, Philadelphia, University Press of Pennsylvania.
- Booth Ken (1991), « Security and emancipation », *Review of International Studies*, 17(4), p. 313-326.
- Chaigneau Pascal (2002), « Pour une typologie des conflits africains », in Michèle Bacot-Decriaud & Jean-Paul Joubert, *La sécurité internationale d'un siècle à l'autre*, Paris, L'Harmattan, p. 359-364.
- Chebel Malek (1986), *La formation de l'identité politique*, Paris, Presses universitaires de France.
- Clark F. John (2001), « realism, neo-realism and Africa's international relation in the postcold War Era », in *Africa's challenge to International Relations Theory*, New York, Palgrave, p. 85-102.
- Deschamps Hubert (1978), « Peuples et frontières », *Revue française d'études politiques africaines « Le mois en Afrique »*, n° 154, p. 25-42.
- Ferguson Yale & Mansbach Richard (1996), *Politics, Authorities, Identities and Change*, Columbia, University of south Carolina Press.
- Féron Elise et Michel Hastings (2002), *L'imaginaire des conflits communautaires*, Paris, L'Harmattan.
- Freund Julien (1983), *Sociologie du conflit*, Paris, PUF.
- Fukuyama Francis (1989), « The end of History », in *The National Interest*, article repris dans *Commentaire*, n° 47, p. 3-18.
- Gascon Alain (2003), « Recension de Bader, Christian, *Le sang et le lait. Brève histoire des clans somali* », *Cahiers d'études africaines*, 172, mis en ligne le 02 mars 2007: <http://etudesafricaines.revues.org/index1542.html>.
- Gros Frédéric (2006), *États de violence. Essai sur la fin de la guerre*, Paris, Gallimard.
- Hobsbawm Eric (1971), « The Attitude of Popular Classes Towards National Movements of Indépendance », in Commission Internationale d'Histoire des Mouvements Sociaux et des Structures Sociales, *Mouvements nationaux d'indépendance et classes populaires*, Paris, Armand Colin, p. 34-44.
- Hugon Philippe (2009), *Géopolitique de l'Afrique*, 2^e éd., Paris, SEDES.
- Joubert Jean-Paul (2001), Les transformations de la guerre, in Michèle Bacot-Decriaud, Jean-Paul Joubert & Marie-Claude Plantin, *La sécurité internationale d'un siècle à l'autre*, Paris, L'Harmattan, p. 51-72.
- Kaldor Mary ([1998] 2007), *Old and New Wars: Organized violence in Globalized Era*, 2nd edition, Stanford, Stanford University Press.
- Karieh Youssouf (2001), « Esquisse d'une sociologie des clans Somali. Les termes, la situation, la structure », http://www.lesnouvelles.org/P10_magazine/16_analyse03/16141_somalis_karieh1.html.
- Kastoryano Riva (2006), « Vers un nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire », *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 4, Paris, Presses de Sciences Po.
- Prunier Gérard (2000), « Oubliée dans la Corne de l'Afrique. Recomposition de la nation somalienne », *Le Monde diplomatique*, 18 avril 2000, p. 23.
- Raisons politiques – Etudes de pensée politique* (avril 1999), « Assigner l'identité », Paris, Presses de Science Po, vol. 49, n° 2.
- Rosenau James (1980), « The Tourist and the Terrorist », *The Study of Global Interdependence*, Londres, F. Pinter, p. 73-105.
- Rosenau James (1997), *Along the Domestic-Foreign Frontier, Exploring Governance in a Turbulent World*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Rosenau James (2003), *Distant Proximities: Dynamics beyond Globalization*, Princeton, Princeton University Press.
- Schmid P. Alex & Jongman Bertho (1994-95), « Contemporary Armed Conflicts: a global inventory », *Pioom newsletter and report*, summer 1994 – winter 1995, p. 17-21.
- Silberman Léo (1959), « Les nomades du plateau somali », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 11 (4), p. 559-571.
- Simmel Georg (1908), *Soziologie*. Tr. fr. (1992), *Sociologie*, Paris, PUF.
- Thuat François (1995), *Les conflits identitaires*, Paris, Ellipses.
- Tshiyembe Mwayila (2001), « Les principaux déterminants de la conflictualité », in ANGO, ELA, P., (dir) *La prévention des conflits en Afrique centrale. Prospective pour une culture de la paix*, Paris, Karthala, p. 21-33.
- Wallerstein Peter (1994), *Conflicts in the 1990*, Uppsala University.
- Waltz Kenneth (1979), *Theory of International Politics*, New York, Mc GrawHill.

Notes

1. C'est donc *une crise systémique* qui résulte de la combinaison de plusieurs facteurs :
 - les facteurs structurels : sous-développement, défaillances de l'État, faiblesse des systèmes sociaux, absence de droits, etc.,
 - les facteurs conjoncturels (exogènes ou endogènes) : événements subis conduisant à une forte perturbation du système et à une propagation non régulée,
 - les facteurs institutionnels, politiques, informationnels et idéologiques, en l'occurrence l'instrumentalisation du religieux ou de l'ethnicité, les rumeurs, les stéréotypes, les mythes, les préjugés et la propagande portée les médias d'où résulte toute campagne extrémiste.
2. « Frangmentation » est un terme inventé afin de souligner l'interaction entre les forces qui favorisent l'intégration et les dynamiques non moins puissantes conduisant à la fragmentation du système à tous les niveaux d'agrégation. Le concept est développé par James N. Rosenau (1997, 2003).
3. Depuis lors, les hostilités se sont perpétuées dans un conflit complexe avec des tentatives de reconstruction étatique au Nord et une situation chaotique au Sud.
4. Freund définit le conflit *« comme un affrontement ou heurt intentionnel entre deux êtres ou groupes de même espèce qui manifestent les uns à l'égard des autres une intention hostile et qui essaient de briser la résistance de l'autre, éventuellement par le recours à la violence »*. Julien Freund est l'un des grands disciples de Raymond Aron. Ami de Gaston Bouthoul, il est fondateur en 1970 de l'Institut de poléologie de Strasbourg.
5. La création de l'ARPCT est financée par la CIA avec le soutien de la communauté internationale. L'ARPCT regroupe en son sein des politiciens du gouvernement Siad Barré, anciens membres du Congrès de la Somalie Unie (CSU), congrès qui a joué un rôle de premier plan dans la chute et la fuite du Général Siad Barré, avant de se transformer en 2002, suite aux tensions internes, en Gouvernement National de Transition (GNT) et devenir, en 2004, le Gouvernement Fédéral de Transition (GFT) formé en exil au Kenya où il restera jusqu'en décembre 2006.
6. Le GFT est soutenu par l'Union Africaine (AMISOM) et l'ONU. L'AMISOM est constituée 5 250 hommes dont 2 550 soldats burundais et 2 700 ougandais. Son mandat est d'appuyer le dialogue, assurer la protection des institutions de transition et leurs infrastructures. Ce mandat est prévu pour six mois et comprend notamment le déploiement de 9 bataillons de 850 soldats d'infanterie, avec l'appui de composantes maritime et aérienne.